

# Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

## LA GRANDE DUPERIE

Et voici que recommence la comédie pacifiste.

Mais ce coup-ci c'est un véritable feu d'artifice, car on peut dire qu'on en voit de toutes les couleurs.

Rien n'aura manqué dans le déluge oratoire dont nous avons été saturé depuis une semaine.

De Paul-Boncour à Maginot, en passant par Briand, tout aura été prononcé de façon à nous faire voir que, réellement, les hommes politiques qui se sont donné à tâche de faire le « bonheur du peuple », s'ils consentent à manifester une horreur de la guerre n'en envisagent pas moins sa venue d'une façon inéluctable.

Socialiste ou réactionnaire, démocrate ou monarchiste, tout ce qui joue un rôle dans la politique tient à être prêt pour la « prochaine ». Et rien n'est plus saisissant que le spectacle de la première page d'un grand journal d'information qui publie des photographies des manœuvres « pacifiques » de l'armée en Lorraine, juste au-dessous d'un article qui vante les efforts de Briand en faveur des Etats-Unis d'Europe.

En vérité, on ne s'est jamais moqué du monde avec une pareille désinvolture.

\*\*

Laissons de côté le discours de Paul-Boncour, le plus patriote de nos internationalistes. On sait quelle peut être sa pensée rien qu'en se remémorant son fameux projet de « mobilisation totale de la nation ».

Prenons plutôt deux membres de cet ineffable cabinet Tardieu, qui sont chargés de faire appliquer les décisions prises en commun au Conseil des ministres — donc, prenons Maginot, le Monsieur de chez Maxim', et Briand, le champion de l'Union Européenne.

L'un et l'autre se sont, la semaine écoulée, livrés à des manifestations publiques qui sont on ne peut plus édifiantes.

Dimanche dernier, à l'occasion de l'anniversaire de la bataille de la Marne, où la plupart des jeunes hommes de la classe 1914 laisseront leur chair fraîche pourrir sur les charniers, le ministre de la Guerre prononce un discours.

Comme tout cabotin qui se respecte, il commence par le motif pathétique : « Nous avons tous la haine de la guerre ; nous ne voulons pas revoir cela ! », s'exclama-t-il au milieu des généraux et autres assassins professionnels qui assistaient à la cérémonie et applaudissaient comme bien l'on pense.

Mais quelques minutes après il clama : « La France a assez fait d'avances pour démontrer au monde sa volonté de paix ; elle ne peut pas aller plus loin ! »

Pendant ce temps, les pauvres gosses de vingt ans pataugeaient dans la boue pour complaire à leurs chefs qui « jouent à la guerre » dans les grandes manœuvres. Les journaux étaient remplis de comptes rendus dithyrambiques des évolutions du groupe bleu ou du groupe rouge de l'armée qui faisait pour ainsi dire la répétition générale de la boucherie.

\*\*

Or, nonobstant les paroles de Maginot, Aristide s'en allait à Genève, et lui-même se jouait la grande comédie sentimentale destinée à faire se pâmer toutes les vieilles rombières et les pipelets du monde entier.

L'homme de Locarno, en effet, devant les représentants de vingt-sept nations européennes, vint soutenir son fameux memorandum sur l'Union Européenne.

Ah ! quel beau tableau ! A la stupéfaction de l'ex-champion de la grève générale, tout le monde se déroba. Quels tristes débuts pour une œuvre qui doit assurer la paix du Vieux Continent !

Le socialiste Henderson, le fasciste Grandi, le populiste Curtius et jusqu'au « cher allié » Hymans firent grise mine aux galimatias diplomatiques du Quai d'Orsay.

Certes, chacun se déclarait partisan d'une union européenne « en principe », mais aucun n'en voulait dans la réalité.

Les objections pleuvaient comme de vulgaires schrapnells durant les « nuits glorieuses » de la Grande Guerre.

Le projet venait trop tôt... Il y avait des injustices consacrées par le Traité de Versailles qu'il fallait réparer... Les minorités nationales se plaignaient... Etc., etc...

Et notre Aristide, qui s'attendait à une ovation semblable à celle qui accueillit ses paroles célèbres : « Arrière

les canons, arrière les mitrailleuses ! », en demeura tout pantoir.

C'est alors qu'il résolut de frapper un grand coup. Jouant le tout pour le tout, il déclara que si l'on n'adoptait pas son point de vue il se refuserait à prendre la parole au nom des vingt-sept nations à la tribune de la S. D. N.

Grand émoi dans le Landreau diplomatique ! Finalement, après que tout le monde se fut rendu compte que la résolution proposée par Briand n'engagait en somme à rien, les représentants des pays européens donnèrent mandat à Briand de « porter la question à l'ordre du jour de l'assemblée de la S. D. N. et de la développer en leur nom ».

Naturellement, la « grande presse » française, à la solde du Quai d'Orsay, ne cachait point sa jubilation. Seulement, ce qu'il y a de plus drôle dans cette réjouissance, c'est qu'on ne disait pas qu'on était heureux que la « paix universelle » ait fait un pas. Non ! Ce qu'on trouvait, dans l'adoption de la motion Briand, c'était une victoire d'un ministre français. Et, tels les imbéciles qui, il y a huit jours, s'enthousiasmaient de ce que Costes et Bellonte soient allés jusqu'à New York porter « la gloire du drapeau français », de même on s'extasiait de voir la France « la première nation pacifique ».

Et ce pacifisme nationaliste, chauvin même, n'a rien que de particulièrement inquiétant.

\*\*

« La France par ci, la France par là ! » tel est le leitmotiv des bourgeois de crânes de notre pays. Ailleurs, c'est « l'Italie ou l'Allemagne par ci, l'Angleterre ou la Pologne par là » ; et c'est avec cette stupidité mentalité patriarcale que, même en parlant de la paix, on se prête à acquiescer à toute guerre.

Ah ! ce n'est pas de gaieté de cœur que nous accablons de sarcasmes la fausse Union Européenne.

Si réellement le projet Briand pouvait servir à la cause de la paix, si sincèrement nous pensions que son memorandum pourrait aider à écarter de nous ce cauchemar qu'est la guerre future, quelqu'imparfait qu'il fût, bien que venant d'un homme d'Etat, nous le saluions joyeusement comme un pas en avant accompli sur la route de la fraternité humaine.

Nous ne regarderions pas si c'est un homme d'Etat, un renégat, un menteur professionnel qui proposerait une solution ; nous nous réjouirions de voir éloignée de nos têtes et de celles de nos enfants la menace de la guerre.

Malheureusement, il n'en est pas ainsi. Le memorandum n'est qu'une duplicité de plus à ajouter à tant d'autres dont est victime le pauvre populo — réservoir inépuisable de chair à mitraille.

Les discussions vont se poursuivre une semaine durant sur ce fameux projet Briand. Cela va nous éclairer complètement. Nous verrons que derrière le verbaлизme pacifiste de chaque homme d'Etat européen se cache des convoitises et des appétits lourds de menaces.

Nous verrons que, plus que jamais, la guerre rôde, prête ce coup-ci à anéantir des villes entières. La guerre, la guerre des gaz, plus horrible encore que la dernière, parce qu'elle n'épargnera personne, ni femmes, ni vieillards, ni malades, ni enfants, la guerre du poison, de l'asphyxie, la guerre démoniaque où « Prométhée déchaîné » fera une grande moisson de cadavres, nous guettera, prête à fondre sur nous.

Nous verrons la semaine prochaine, grâce aux débats qui suivent leur cours sur le memorandum Briand, quelles sont les nombreuses questions qui la peuvent déclencher — et nous verrons aussi quel est le seul remède que proposent les anarchistes.

L

## NOTRE MEETING POUR BERNERI

Comme nous l'annonçons dans notre dernier numéro, le « Comité du droit d'asile » va organiser le 10 octobre, dans la salle des Sociétés Savantes, une vaste manifestation pour Berneri.

Nous espérons que tous les amis se joindront à nous dans cette protestation qui, par sa puissance, fera reculer les combinaisons politiciques.

## Une criante injustice L'AFFAIRE PONS ET BLANCO

Il y a quelques mois furent arrêtés à Perpignan, sous l'inculpation de vagabondage, deux travailleurs espagnols nommés Pons et Blanco. Signalés à la police espagnole par la police française, une demande d'extradition fut formulée par le gouvernement espagnol sur des faits reprochés à Pons et Blanco, entre autres leur évasion des prisons espagnoles où ils étaient détenus. Relaxés à Perpignan pour le délit de vagabondage, Pons et Blanco furent conduits à Montpellier afin qu'il soit statué sur la demande d'extradition du gouvernement espagnol. La cour de Montpellier, après un bref examen, émit un avis favorable. L'extradition aurait sans doute déjà été accomplie si des amis de Pons et Blanco, des organisations syndicales espagnoles, n'avaient alerté leurs camarades français, saisi le Comité de Défense sociale.

Après l'examen des nombreux documents concernant cette affaire qui lui ont été fournis, il apparut nettement que celle-ci revêt un caractère politique et social, que Pons et Blanco ont été en Espagne victimes de leurs opinions et injustement frappés par la Dictature de Primo de Rivera, que, dans ces conditions, ce serait une iniquité de remettre ces deux innocents aux mains des autorités espagnoles, mais c'est aussi une criante injustice de retenir en prison deux hommes pour un délit pour lequel ils ont été acquittés. C'est pourquoi des meetings ont déjà été organisés à Montpellier, Béziers, Perpignan, Marseille, etc., que le Comité de Défense sociale va entreprendre une campagne d'agitation afin de faire cesser cet arbitraire.

L'affaire Pons et Blanco est un épisode des événements tragiques de guerre civile qui suscita la Dictature de Primo de Rivera en Espagne.

Devant l'établissement du régime d'exception où la liberté de la presse, les garanties constitutionnelles étaient supprimées ; les partisans de Primo de Rivera ayant le droit de vie et de mort sur tous leurs adversaires, un surfaud de réaction indignée et violente se produisit. Les Jeunesse universitaires, même « les professeurs » des officiers bourgeois républicains, syndicalistes anarchistes, socialistes se dressèrent sous des formes différentes contre la Dictature. La répression fut impitoyable, les moyens les plus abjects furent employés pour compromettre et perdre les ennemis de la Dictature.

Pour supprimer les organisations ouvrières et syndicales des accusations stupides de complot contre la sûreté de l'Etat permettant la suppression de ces organismes furent lancées en même temps que de mensonges et infâmes accusations de violence étaient portées contre tous les militants de ces organisations pour les rendre suspects aux yeux des travailleurs et permettre leur emprisonnement ou leur exécution sommaire. Il y eut de nombreux actes beaucoup plus abominables : des gardes civils, sous le prétexte le plus louche, assassinèrent délibérément à leur domicile ou en pleine rue, même le jour, des militaires honorablement connus, dont le seul crime était de professer des opinions jugées subversives par la Dictature. Ces affirmations peuvent être confirmées par maintes preuves irréfutables.

Que sont Pons et Blanco ? Que leur reproche-t-on ? Pons est un garçon de café, Blanco est ouvrier polisseur. Tous deux, travailleurs probes n'ayant jamais été condamnés, appartenaient à une organisation syndicale. C'est uniquement dans ce fait qu'il faut rechercher le motif réel qui leur a valu la haine et les rigueurs des partisans de la Dictature.

L'accusation, sans autres preuves que celle un peu douteuse de policiers ou d'indicateurs tout à la dévotion des maîtres de l'heure, leur reproche une participation active à des actes de vol à main armée, de coups ayant entraîné la mort au cours d'une bagarre ayant eu lieu entre la police et un groupe de syndicalistes. Sans aucune certitude d'identité, « aucun des accusés n'ayant été arrêté sur-le-champ », Blanco fut arrêté longtemps après, sans que l'accusation de son propre aveu n'ait pu déterminer le rôle individuel de chacun des accusés qui furent arrêtés au petit bonheur et jugés en groupe en deux affaires différentes. Or dans une un laps de temps de quatre années s'écoula entre les faits incriminés et le jugement indique assez l'embaras malgré l'habituelle façade cavalière de procéder des juges, d'échafauder une accusation précise. Malgré l'absence sérieuse de preuves, les dénégations formelles des accusés, Pons et Blanco furent l'un et l'autre condamnés à la prison perpétuelle. Il convient de signaler la partialité des juges de ces cours d'exception qui refusèrent obstinément l'audition de témoins sérieux susceptibles de réduire néanmoins les affirmations des policiers espagnols.

Ce qui donne encore mieux toute son odieuse, sa véritable signification, c'est que des avocats ont été menacés, emprisonnés et tués pour l'exercice de leur fonction, la défense des accusés. N'est-ce pas formidable ? De toute évidence et quelles que soient ses propres conceptions philosophiques ou sociales, la Dictature de Pri-

mo de Rivera, qui fut un moment de honte pour l'Espagne, est tombée sous la réprobation unanime. Cette Dictature, qu'on veut, pour le bien de la nation, la dignité du peuple, croire morte, a causé d'innombrables préjudices moraux et matériels que l'on s'est efforcé, dans une certaine mesure bien insuffisante, d'atténuer, puisque Pons et Blanco, ainsi que des milliers d'autres cas semblables demeurent encore sous le coup de l'arbitraire des tribunaux d'exception. Puisqu'il nous est donné, en ce pays qui se targue de tradition, d'hospitalité et de libéralisme, de pouvoir défendre le droit d'asile et la liberté individuelle odieusement persécutés dans la personne de Pons et Blanco, faisons-le énergiquement.

\*\*

Nous donnons ci-dessous la lettre du défenseur de Blanco, M<sup>e</sup> Casas Salat :

« Dans l'année 1923, eut lieu le procès de Joaquin Blanco Martinez, accusé d'un délit, dénommé délit social. Il me pria de me charger de sa défense. Dans l'accomplissement de ce devoir je trouvai toutes sortes d'obstacles mis sur mon chemin par les mafieux de la situation.

Pendant cette période politique, la liberté dans toutes ses manifestations fut brutalement réprimée, les droits les plus élémentaires de l'homme supprimés et les lois abolies, ou, ce qui est pire, soumis au caprice de la tyrannie.

Dans ces conditions tout fut mis en œuvre pour empêcher l'accomplissement de ma tâche professionnelle.

On me refusa une suspension d'audience à laquelle j'avais droit, pour permettre aux témoins les plus importants d'être entendus, pour l'éclaircissement de l'affaire.

D'autre part, la suppression du jury avait rendu plus aisée la tâche des juges aux ordres de la Dictature ; mais par contre rendait la mienne impossible.

En tant que professionnel du droit, je me dois d'exposer honnêtement ma conviction la plus absolue de l'innocence de Blanco et ses camarades.

Mais comment faire pour démontrer cet-

### ABONNEMENTS AU "LIBERTAIRE"

FRANCE	ETRANGER
Un an .... 22 fr.	Un an .... 30 fr.
Six mois.. 11 .	Six mois.. 15 .
Trois mois. 5 50	Trois mois. 7 50
Chèque postal : Jean Girardin 1191-98.	Chèque postal : Jean Girardin 1191-98.

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Téléph. : Roquette 57-73

te innocence devant des juges qui n'ont d'autre souci que celui d'être complaisants et d'exécuter les ordres reçus d'en haut ?

Et quelle idée de justice peut avoir un gouvernement dictatorial dont le chef a déshonoré à jamais par ses vices et ses immorosités l'histoire d'un peuple digne !

J'affirme que Blanco et ses camarades ont été condamnés sans que la moindre preuve de leur culpabilité ait été faite.

En ce cas je fais appel aux sentiments humanitaires de tous, car c'est un devoir de justice et d'humanité que de sauver des hommes d'une condamnation qu'ils n'ont pas méritée.

Si, dans leur propre pays, ils n'ont joui que d'un traitement de pâris et d'esclaves, que faire de mieux que de les défendre contre l'injustice dont ils sont victimes.

J'ai la certitude que toute personne qui pensera aux infamies commises avec ces honnêtes ouvriers fera tout son possible pour empêcher la réalisation d'une nouvelle injustice.

Cavas, avocat

Barcelone, Mai 1930. »

Voici la lettre d'un autre avocat, M<sup>e</sup> Mañó, du Barreau de Madrid :

Madrid, te 5 Mai 1930.

Monsieur Respald,

Mon cher Confère,

Le Comité Pro-Presos de Catalogne me demande de vous informer sur la manière d'agir de notre justice pendant la Dictature.

Trois jours après son institution, elle supprime le jury et il est encore supprimé.

avec ce qu'elle appelle ses décrets-lois elle confie aux conseils de guerre tous les délits sociaux, en plus de ceux de vol à main armée. Pour se former une idée du fonctionnement de ces conseils, il suffit que pour un assaut à un wagon-poste, fait par des malfaiteurs sans aucune idée politique ou sociale, un prévenu fut condamné à mort et exécuté.

place Lorea (actuellement place du Congrès).

La démonstration se déroulait assez tranquillement, les orateurs firent leurs discours, écoutés par une grande affluence, dont faisaient partie des femmes et des bambins, lorsqu'un coup de revolver tiré par un policier sema la confusion dans cette foule. Les troupes, la police présentes, commandées par un certain Jolly Medrano, se mirent sans préavis à tirer à leur tour sur la foule désarmée qui, épouvantée, s'enfuit dans toutes les directions. Sur le pavé restèrent 8 morts et 146 blessés, et encore la police, non rassasiée du premier carnage, poursuivit les fugitifs à coups de revolver et de dague.

Cet événement produisit une énorme émotion dans le mouvement ouvrier et révolutionnaire, et Falcon devint la personne la plus exercée de la classe ouvrière. Chez beaucoup naquit l'idée de châtier le coupable d'un tel massacre, mais seul le jeune Simon Radowitzky devait réussir, six mois plus tard.

Durant quelques jours, la maison du chef de la police fut surveillée, les entrées et sorties furent étudiées par Radowitzky et, le 14 novembre, il décida d'accomplir son acte.

Le matin du 14 novembre, à l'heure où il savait que Falcon devait sortir de sa maison, il l'attend, bien décidé de faire son geste. A l'heure habituelle, la voiture du chef de la police sortit du palais. Simon s'apprête à jeter sa bombe, mais dans la rue il y avait beaucoup de gens. Il vit une femme et un bambin qui, s'il avait lancé son engin, auraient été certainement tués. Malgré qu'il fut bien décidé à abattre le policier, il ne put se résoudre à commettre son acte, car s'il voulait punir le coupable des massacres du Premier Mai, il ne voulait pas faire de victimes inutiles et innocentes. Ainsi le carrosse put continuer sa route, et lui se décida à attendre une occasion plus propice. Il pensa qu'au retour la chose serait plus facile.

Tandis qu'il attendait, il lui revint en mémoire une note qui avait été publiée, disant que le chef de la police devait, ce matin-là, assister aux funérailles d'un ancien directeur de l'Administration pénitentiaire, Antonio Ballvé. Lentement, il se dirigea vers les lieux où devait avoir lieu cette cérémonie.

Le colonel Falcon, après avoir écouté les orateurs et terminé sa fonction, regagna son carrosse pour rentrer chez lui. Radowitzky remonta l'avenue Quintana, sûr de rencontrer le bourreau et, en effet, à la hauteur du N° 455, à quelques mètres seulement de distance, vit passer la voiture de l'homme le plus haine de l'Argentine. Un instant après, sa bombe tomba en plein milieu du carrosse, le coupant en deux, blessant gravement Falcon et son secrétaire qui l'accompagnait, Lartigan. Tous deux moururent quelques heures plus tard.

Sa bombe lancée, Radowitzky chercha à s'éloigner, mais les gens présents, et surtout la police, se mirent à sa poursuite. Sur le point d'être pris, il se tira un coup de revolver dans la poitrine et tomba blessé.

La réaction qui suivit fut féroce ; le groupe anarchiste russe, auquel appartenait Simon et dont il était fondateur avec son frère ainé, fut fermé et ses membres arrêtés ou déportés ; bien qu'il fut prouvé que Radowitzky avait agi seul.

En effet, dans sa ferme déclaration faite devant les autorités, le 16 novembre, et comme l'affirme un communiqué de l'époque : « Il se refuse à dire ses noms, était, condition et nationalité. Se déclarant seulement mécénacien de profession et ne connaître de l'Argentine que sa capitale. Il refusa aussi de dire depuis combien de temps il résidait dans le pays, car toute question de date et de personnes ne pouvant servir à rien ; affirma qu'il suffisait de savoir qu'il n'avait pas encore vingt ans et qu'il travaillait depuis l'âge de 10 ans, sans vouloir dire où ; qu'il était l'auteur de la bombe qui provoqua la mort de Falcon, qu'il connaissait pour l'avoir vu en différentes occasions, et que cette bombe était bien dirigée contre sa personne ; qu'il avait agi sans complices ni amis. Il termina sa déclaration en se refusant de la signer, disant « qu'il ne saura le faire », et l'agent fiscal signa pour lui.

Le procès eut lieu en janvier 1910. Le ministère public réclama la peine capitale, qui ne pouvait être appliquée en raison de la jeunesse de l'accusé et qui se changea en une autre bien plus terrible encore : celle de vingt années de prison, aggravée de vingt jours de réclusion chaque année, à l'anniversaire de la mort de Falcon.

D'écrire brièvement quelle fut la vie de Radowitzky en prison, durant 21 ans, est quasi une œuvre impossible (1). Elle est trop pleine d'épisodes de grande importance. Au reste il n'est nul besoin de tracer le caractère de notre camarade. Tel qu'il était en prison, tel il est resté maintenant qu'il est en liberté.

Sa rectitude, sa sévère méthode de vie, comme son courage, sans aucune forfanterie devant les juges, puis devant ses bourreaux, qui, durant toute sa détention s'acharnèrent contre lui pour lui voir échapper une plainte, un acte de désespoir où de chagrin, firent de ce jeune « inconnu » le symbole de toute la lutte révolutionnaire du prolétariat argentin, l'homme qu'on ne put oublier et que le peuple, travaillant avec la force révolutionnaire travailla à arracher des galères.

Passes les Premier Mai qui suivirent l'attentat, après que la réaction eut détruit la *Protesta*, arrêté et déporté en masse les compagnons, quelques survivants s'occupèrent d'organiser une évacuation. On pensa un moment à creuser un tunnel sous la prison « La Penitenciera Nacional » où il se trouvait alors, et le 6 janvier 1911, jour établi pour la fuite, quand les ultimes coups de piche atteignirent la cellule de notre ami, celui-ci n'y était plus. Les autorités, se doutant de quelque chose, la Direction avait, peu de temps avant, changé notre ami de cellule. Trente autres détenus, néanmoins purent reconquérir la liberté.

Après cette première tentative de fuite, Radowitzky fut envoyé à Ushuaia, dans la lointaine Terre de Feu, la région la plus éloignée de toute l'Argentine.

(1) Simon Radowitzky a déjà commencé à écrire un livre qui aura comme titre : *Clameurs et Souvenirs de prisons*.

Ushuaia est une des maisons de réclusion les plus terribles que compte l'Argentine. Sur les horreurs commises en cette terre maudite il a été beaucoup écrit — on écrit encore beaucoup maintenant à propos de la libération et du témoignage de Radowitzky. Mais la vérité, toute la vérité n'est pas encore dite.

Combien de camarades devinrent fous, moururent de tuberculose ou des suites des mauvais traitements subis ?

Le pénitencier d'Ushuaia contient de 700 à 800 prisonniers. Durant beaucoup d'années on constata la mort de 20 000 détenus, c'est-à-dire 150 à 200 morts par an. Sans parler des fous.

Un compagnon devenu fou, les gardiens se réjouirent comme d'un spectacle théâtral, de lui faire manger ses excréments mélangés à sa soupe. D'autres, pour rien, et bien que reconnus fous, furent mis au pain et à l'eau, ou quelque jour sur leur supprime complètement le manger et on les mit en cellule de punition.

Après sa seconde tentative de fuite, le 7 novembre 1918, grâce au dévouement et à l'abnégation de quelques camarades, il put s'échapper d'Ushuaia, mais, par malheur, pour ne pouvoir seulement respirer un peu d'air libre que sept jours. Il fut rattrapé et condamné au secret pour plus de deux ans et à la demi ration alimentaire. Quand il sortit de la cellule de punition, chancelant, avec des jambes incapables de le soutenir à cause de l'extrême débilité, sa première préoccupation fut encore de dénoncer les tortures qu'il vit infliger à ses codétenus, et il ne pensait qu'à alerter, avec quelques secours qui lui parvenaient, la misère des autres.

Quelques mauvaises humeurs se sont pourtant manifestées. L'illustre M. Coty, qui avait, paraît-il, quelque peu subventionné cette entreprise patriote, s'est plaint que ses chers frères du Consortium de la grande presse n'aient pas fait à ses libéralités la publicité qui leur était bien due. Et il a raison de protester, car son concours à l'entreprise en précise assez pittoresquement le caractère.

Dès son côté, M. Laurent-Eynac, accusé précisément par les rédacteurs de Coty de n'être bon qu'à organiser des catastrophes d'aviation, revendique assez aigrement sa participation à l'envol du Point d'Interrogation.

Tout cela n'empêche point l'enthousiasme unanime pour les « héroïques aviateurs ».

Il y a comme cela des courages officiels que tout le monde se sent tenu d'admirer « sous peine de se faire mal voir ». Ce sont des courages de « gens bien » et qui gagnent beaucoup d'argent. Le petite histoire a, paraît-il, rapporté des millions à Costes. Cela l'a considérablement grandi dans l'estime de beaucoup.

Il y a certains risques, certains périls, certaines morts tragiques mêmes qui suscitent des grandiloquences. D'autres qui ne valent pas la peine que des gens qui se respectent y attachent autrement d'importance. Chaque jour, dans les quotidiens, on peut trouver quelques brèves lignes, en caractères minuscules, « les accidents du travail », non loin d'une autre rubrique laconique, « les désespérés ». Ni l'une ni l'autre de ces catégories de victimes n'ont droit à l'émotion du journaliste, ni à celle du lecteur.

On dit aux gens d'admirer et d'admirer, sans trop demander pourquoi. Quand on leur dit de s'indigner, ils s'indignent. C'est beau dans son genre. Quelquefois, les consignes successives se contredisent : robes courtes, robes longues. A Berlin, à Genève, à Locarno, et puis peut-être encore demain à Berlin.

Pour l'instant, on a fait bœuf le troupeau au passage de l'avion transatlantique.

Quelques-uns font remarquer avec mélanie que ces admirables prouesses pourraient avoir d'assez sinistres conséquences. Un beau jour, les Costes, les Lindberg et leurs émules pourraient traverser les océans avec des cargos meurtriers. Une flotte d'avions européens pourrait aller mettre à mal les gratte-ciel de New-York. Ou bien inversement, des civilisateurs yankees pourraient venir à l'improviste anéantir quelque capitale européenne.

Tout cela est, en somme, convenable, normal. Nous n'en sommes plus au temps où quelques niauds s'imaginaient que l'avion allait « supprimer les frontières » et qui pleuraient de joie en s'apercevant que l'humanité avait enfin des ailes, sans présumer le glorieux emploi qu'elle allait en faire. Et nous avons déjà eu d'assez bons échantillons de ce qu'on pouvait réussir dans ce genre.

Nous savons ce qu'il y a à attendre des héros de l'aviation, comme d'un tas d'autres héros au service de la civilisation capitaliste ou de la civilisation soviétique ou de n'importe quelle forme autoritaire.

Et quand un hasard fait coïncider avec le triomphe de Costes et Bellonte, la découverte du cadavre de la femme coupée en morceaux, il nous donne ironiquement le symbole du carnage méthodique que nous avons à « espérer » des développements de la technique « moderne ». A moins que...

A moins que, ce qui n'est pas impossible, les hommes se décident à se servir des possibilités données par la science pour se créer une vie libre, heureuse et agréable, au lieu de les appliquer à l'extermination brutale en temps de guerre, à l'asservissement et à l'abrutissement général en temps de paix.

## Costes, Coty, Bellonte et la femme coupée en morceaux

Il faut à la mentalité publique de grands records et de beaux crimes. Ainsi se peut-elle ébahir, admirer et s'indigner tout son saou, sans grand effort de pensée et sans risquer de bousculer la moindre idée établie.

Parfois, ces deux éléments d'intérêts se concurrencent. Ainsi, la dernière affaire de femme coupée en morceaux a été un peu éclipsée par le raid Costes-Bellonte.

Il faut reconnaître que notre grande presse a fait un effort remarquable de battage à cette occasion. Pour toutes sortes de raisons patriotiques, politiques, financières et publicitaires. Ceux qui, après avoir ingurgité tant de phrases pompeuses, ne se sont pas sentis fiers d'être Français, c'est qu'ils y ont mis de la mauvaise volonté.

Quelques mauvaises humeurs se sont pourtant manifestées. L'illustre M. Coty, qui avait, paraît-il, quelque peu subventionné cette entreprise patriote, s'est plaint que ses chers frères du Consortium de la grande presse n'aient pas fait à ses libéralités la publicité qui leur était bien due. Et il a raison de protester, car son concours à l'entreprise en précise assez pittoresquement le caractère.

Dès son côté, M. Laurent-Eynac, accusé précisément par les rédacteurs de Coty de n'être bon qu'à organiser des catastrophes d'aviation, revendique assez aigrement sa participation à l'envol du Point d'Interrogation.

Tout cela n'empêche point l'enthousiasme unanime pour les « héroïques aviateurs ».

Il y a comme cela des courages officiels que tout le monde se sent tenu d'admirer « sous peine de se faire mal voir ». Ce sont des courages de « gens bien » et qui gagnent beaucoup d'argent. Le petite histoire a, paraît-il, rapporté des millions à Costes. Cela l'a considérablement grandi dans l'estime de beaucoup.

Il y a certains risques, certains périls, certaines morts tragiques mêmes qui suscitent des grandiloquences. D'autres qui ne valent pas la peine que des gens qui se respectent y attachent autrement d'importance. Chaque jour, dans les quotidiens, on peut trouver quelques brèves lignes, en caractères minuscules, « les accidents du travail », non loin d'une autre rubrique laconique, « les désespérés ». Ni l'une ni l'autre de ces catégories de victimes n'ont droit à l'émotion du journaliste, ni à celle du lecteur.

On dit aux gens d'admirer et d'admirer, sans trop demander pourquoi. Quand on leur dit de s'indigner, ils s'indignent. C'est beau dans son genre. Quelquefois, les consignes successives se contredisent : robes courtes, robes longues. A Berlin, à Genève, à Locarno, et puis peut-être encore demain à Berlin.

Pour l'instant, on a fait bœuf le troupeau au passage de l'avion transatlantique.

Quelques-uns font remarquer avec mélanie que ces admirables prouesses pourraient avoir d'assez sinistres conséquences. Un beau jour, les Costes, les Lindberg et leurs émules pourraient traverser les océans avec des cargos meurtriers. Une flotte d'avions européens pourrait aller mettre à mal les gratte-ciel de New-York. Ou bien inversement, des civilisateurs yankees pourraient venir à l'improviste anéantir quelque capitale européenne.

Tout cela est, en somme, convenable, normal. Nous n'en sommes plus au temps où quelques niauds s'imaginaient que l'avion allait « supprimer les frontières » et qui pleuraient de joie en s'apercevant que l'humanité avait enfin des ailes, sans présumer le glorieux emploi qu'elle allait en faire. Et nous avons déjà eu d'assez bons échantillons de ce qu'on pouvait réussir dans ce genre.

Nous savons ce qu'il y a à attendre des héros de l'aviation, comme d'un tas d'autres héros au service de la civilisation capitaliste ou de la civilisation soviétique ou de n'importe quelle forme autoritaire.

Et quand un hasard fait coïncider avec le triomphe de Costes et Bellonte, la découverte du cadavre de la femme coupée en morceaux, il nous donne ironiquement le symbole du carnage méthodique que nous avons à « espérer » des développements de la technique « moderne ». A moins que...

A moins que, ce qui n'est pas impossible, les hommes se décident à se servir des possibilités données par la science pour se créer une vie libre, heureuse et agréable, au lieu de les appliquer à l'extermination brutale en temps de guerre, à l'asservissement et à l'abrutissement général en temps de paix.

Car, dit-il, lorsque l'on saurait que Cayenne n'est pas un séjour paradisiaque, lorsqu'on apprendrait que la vie au bagne est « un enfer », peut-être que cela refroidirait un peu le zèle des chourineurs et des malfaiteurs.

Donc, notre Clément-Sot a publié, le 5 octobre, une de ses petites saletés habituées.

Commentant une lettre écrite du bagne par Charles Barataud, dans laquelle ce dernier se plaint du « véritable enfer » qu'est le séjour à la Guyane, Vautel regrette que tous les journaux n'aient pas publié en bonne place cette lettre, et que d'autres bagnoirs n'en envoient pas de semblables plus souvent.

Car, dit-il, lorsque l'on saurait que Cayenne n'est pas un séjour paradisiaque, lorsqu'on apprendrait que la vie au bagne est « un enfer », peut-être que cela refroidirait un peu le zèle des chourineurs et des malfaiteurs.

Que Vautel nous permette de lui dire qu'il y a longtemps que les journaux ont dit que le bagne est un enfer. Albert Londres et Louis Roubaud (pour ne citer que ces deux derniers) sont allés enquêter à la Guyane et ils nous ont donné dans deux journaux — dont l'un a le plus fort tirage des journaux français — des reportages qui nous ont levé le cœur de dégoût devant la crupule, la féroce et l'ignominie de l'administration pénitentiaire et dans ses gardes-chiourmes.

Qu'on publie beaucoup de lettres décrivant la vie des malheurés forcés, que l'on révèle les scènes d'horreur et d'épouvante qui se déroulent au bagne, d'accord.

Seullement, et c'est ce qui nous distingue de Vautel, nous demandons qu'on publie cela en bonne place pour soutenir l'épopée et la cohore du peuple afin que celui-ci exige, enfin, la suppression pure et simple de cette institution, qui est la honte de l'humanité.

Car le vrai coupable, dans les crimes et délits qui engagent leurs auteurs au bagne ou en prison, c'est la société pourrie, basée uniquement sur le vol et le crime.

Ceux qui sont au bagne ont tué, dites-vous ? Même si cela était vrai — car on en connaît beaucoup qui ont été victimes d'odieuses machinations policières — même si cela était vrai, ne serait-ce pas une raison de plus de les libérer ?

Lisez ce livre, camarades, vous comprendrez notre époque de machinisme exacerbé qui, pour assouvir la soif d'or de quelques potentiels et des porteurs d'obligations assassines chaque jour à l'usine, aux colonies et dans les rues de banlieue les fils du peuple par la machine, le sabre, le fouet ou le revolver.

15 francs. — Franco : 16 fr. 50

En vente : Librairie d'Editions Sociales, 72, rue des Prairies, Paris (20<sup>e</sup>).

# L'AFFAIRE PONS ET BLANCO

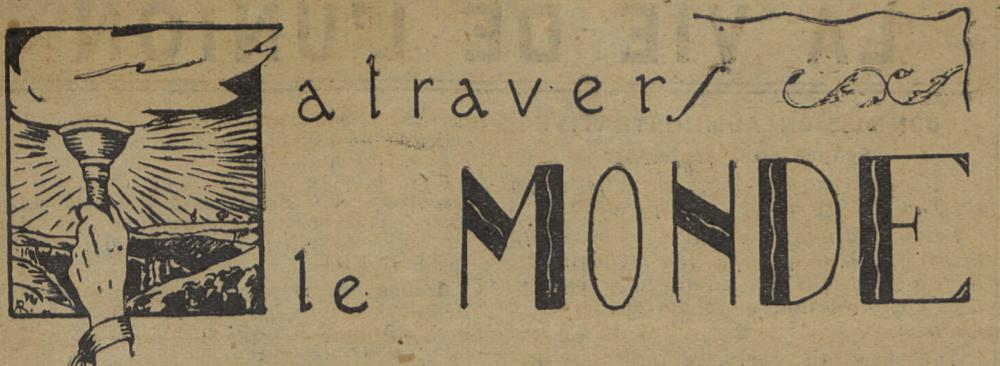
(Suite de la 1<sup>re</sup> page).

Généralement, la procédure commençait par une confidence que les policiers avaient reçue et qui, dans les cas importants, étaient de leur invention.

Après, on arrêtait l'individu et on le gardait dans les geôles de la police sans en donner connaissance aux autorités judiciaires, quelquefois jusqu'à trois mois. Pendant cette détention, les services étaient fréquents et on disait à la famille du condamné qu'il n'était pas arrêté.

Après, avec un rapport, il passait devant le juge militaire qui délivrait le mandat d'arrêt et on l'enfermait en prison où il restait encore isolé pendant parfois jusqu'à six mois et plus. Quand la mise au secret était levée, il pouvait écrire et les avocats pouvaient commencer leur travail et encore si les directeurs de la prison le permettaient, car la plupart de ses fonctionnaires étaient d'actifs collaborateurs de la Dictature et se croyaient aussi irresponsables qu'elle-même, avec cette limitation de la défense et avec le calvaire imposé aux prévenus.

Il est tout naturel que ceux qui pouvaient émigrer n'hésitaient pas et choisissaient l'Exil. Il était déjà une habitude, celle de payer en argent largement la police pour chaque délit politique ou social qu'elle pouvait découvrir, il arrivait maintes fois que la même police inventait ou simulait des délits. Les magistrats qui ne se dévouaient pas avec énergie au gouvernement étaient privés de leurs fonctions et les procureurs avaient ordre de faire opérer au Tribunal Suprême pour tous les accès.



## PRÉPARATIFS MILITAIRES

De grandes manœuvres ont eu lieu pendant quatre jours en Angleterre. Les centres industriels formaient les principaux points d'attaque des avions de bombardement. Les commandements étaient donnés le plus possible par radio. On a utilisé lors des manœuvres aériennes un nouveau type de mitrailleuse qui a tiré 13.000 coups en deux heures, dont 9.600 sans interruption.

Le correspondant militaire du *Daily Telegraph* demande que l'une des grandes fabriques anglaises d'armements a construit une nouvelle plaque blindée dont la résistance est double par rapport aux anciennes. Dans la compétition entre le projectile et le blindage, celui-ci se retrouve ainsi au premier rang. Cette invention est du plus grand intérêt pour la flotte et pour la mécanisation de l'armée, et naturellement aussi — ajoutera-t-il — pour les capitalistes anglais des armements. Il sera désormais possible de construire des tanks ayant à la fois une très grande vitesse et un blindage puissant. Jusqu'à présent, les tanks britanniques, la vitesse a été sacrifiée en faveur du blindage. En France, de grandes manœuvres aériennes, avec emploi de gaz délétraires, ont eu lieu au-dessus de Lyon. La conclusion en a été que la population ne pourrait pas trouver une protection suffisante dans les maisons. D'après des nouvelles parues dans la presse anglaise, des essais sont tentés en France au moyen de canons-raquettes. La portée en serait de 300 à 500 kilomètres, et ils permettraient le lancement de grenades de plus de 1.000 kilos. Un seul coup suffirait à répandre les gaz sur des villes et des régions entières. Des essais analogues de canons-raquettes ont été faits en Amérique. Dix-sept grands tanks ont été utilisés lors des manœuvres dans les régions alpestres, afin d'en déterminer les possibilités d'emploi en montagne. On a atteint une hauteur de 2.000 mètres. En Italie, du fait de l'augmentation de 500 millions de livres (dont 300 millions pour l'armée, 100 millions pour la marine, 80 millions pour la flotte aérienne et 20 millions pour la milice), le budget de la guerre a été porté à 3.177 millions pour l'armée, 1.600 millions pour la marine et 798 millions pour la flotte aérienne.

En Yougoslavie a été promulguée une nouvelle loi sur la sauvegarde nationale, qui règle la mobilisation de l'ensemble de la nation et de toutes les ressources matérielles en vue de la défense. Les préparatifs nécessaires seront effectués, en temps de paix déjà, pour la mobilisation de la force armée, des communications, des finances, de l'industrie, de l'agriculture et de la main-d'œuvre.

**Pays-Bas** - En Indonésie, 26 % de l'ensemble des dépenses sont affectés à la défense, à savoir 135 millions de florins sur 517. On s'y prépare également à la guerre des gaz, ainsi que cela ressort de la décision de créer une école de gaz en Indonésie elle-même. Un nouveau modèle de masque à gaz, préparé par une fabrique de caoutchouc, sera mis en usage dans l'armée. En Roumanie, on a décidé l'établissement d'une base navale à Constanța. Elle coûtera plusieurs milliards de lei. En Russie, 51 avions de bombardement ont été remis le 1<sup>er</sup> août à la flotte rouge. En Tchécoslovaquie, au cours des manœuvres, l'on a fait des essais de lancement de bombes sur les villes de Parabitz et d'Olmütz. Ces essais avaient pour but d'enseigner aux civils la façon de se comporter en cas d'alarme avant une attaque aérienne. En guise de bombes, les aviateurs jetèrent des feuilles volantes qui décrivaient les diverses sortes

fets. Les *Etats-Unis* pratiqueront un essai de bombes d'avions et leurs terribles effets de construction d'un croiseur capable de transporter 75 avions. Le Département de la marine projette l'agrandissement de la flotte aérienne en contact étroit avec la flotte de guerre. A titre d'essai, tous les torpilleurs et sous-marins seront pourvus d'un avion de combat. Le sous-scrutin de l'Etat pour l'aviation du Ministère de la marine a déclaré que les dirigeables géants commandés par la marine américaine sont de la plus grande utilité ; spécialement en cas de guerre sur mer, ces gigantesques dirigeables se relèveront très rapidement aux cuirassés et aux avions. En outre, ils peuvent être construits dans un délai relativement court.

(S. P. du B. I. A.).

\* \* \*

### EN AMERIQUE

**Mooney et Billings**

Un grand meeting s'est tenu à Los Angeles (Californie) pour protester contre les poursuites exercées depuis quatorze ans déjà contre des condamnés innocents. Les organisateurs de la réunion l'avaient annoncée en faisant circuler dans les rues de Los Angeles un corbillard et un cercueil sur lesquels étaient fixés des transparents qui portaient comme inscriptions : « La Justice est morte en Californie » et « Mooney et Billings sont innocents ». La police avait refusé de donner son consentement. Lorsque, malgré cela, on fit circuler le corbillard portant les inscriptions susmentionnées et l'annonce de la réunion, deux des organisateurs — dont un des dirigeants du parti socialiste de Los Angeles — furent arrêtés sous l'inculpation « d'annoncer dans la rue au moyen d'un véhicule » pour laquelle aucune autorisation n'avait été accordée.

1.500 personnes assistaient à la réunion, qui transmit au gouverneur Young un message télégraphique réclamant la libération immédiate de Mooney et Billings. Dix orateurs prirent la parole, parmi lesquels Upton Sinclair et Fred Moore, l'un des avocats de Sacco et Vanzetti. L'avocat Packard déclara que, même si Mooney et Billings étaient coupables, ils devraient cependant être libérés, par le fait qu'ils étaient emprisonnés sur la base de faux témoignages.

(S. P. du B. I. A.).

\* \* \*

### EN BULGARIE

Le 23 août 1930

En commémoration de la mort tragique de Sacco et Vanzetti, nos camarades bulgares ont exprimé la ferme volonté de continuer leur œuvre en diffusant des tract dans tout le pays. A Sliven, ils accrochèrent sur les portes des usines des drapeaux noirs. Dans plusieurs prisons, nos camarades ont refusé la nourriture et par conséquent sont incarcérés dans les cachots et privés de correspondance et de visite.

Bureau d'information  
des Comités de secours  
aux anarchistes bulgares.

Michel BAKOUNINE

## DIEU et L'ÉTAT

Préface  
d'Elisée RECLUS et Carlo CAFIERO

Nouvelle édition avec 2 portraits  
de Bakounine

Prix : 1 fr. 50 — Franco : 1 fr. 75

Plusieurs journaux ont publié des nouvelles de la préparation militaire italienne sur la frontière française. Il est certain que des fournisseurs de l'armée italienne ont reçu de fortes commandes avec un terme de livraison très court. La guerre est proche ? Peut-être que non. Mais elle est possible, très possible. La préoccupation est évidente en France et en Allemagne. Le Ministre allemand des Affaires étrangères tient à accentuer la neutralité du gouvernement d'Allemagne dans le conflit franco-italien. Il a même refusé l'invitation que Mussolini lui a faite d'une visite à Rome, mais il a repoussé la proposition de Briand d'une conférence franco-allemande. Les gouvernements de l'Allemagne et de l'Italie marchent ensemble, pour le moment. Le Traité de Versailles, cette folie non moins grande de la guerre, consolide la politique étrangère du gouvernement de Mussolini. Et cette politique est de guerre.

On a peur de la guerre. Mussolini exploite cette peur. On a balkanisé toute l'Europe ; Mussolini exploite tout à tour les mécontents des nations vaincues. Les bruyantes démonstrations anti-françaises dans la Ruhr et celles non moins bruyantes d'Italie font penser à la guerre. C'est comme cela qu'on commence.

Mais il y a des différences. En Allemagne il y a eu une occupation militaire et une exploitation économique. En Italie il y a seulement du chauvinisme bête, de l'imperialisme fou. En Allemagne il s'agit d'une réaction, en Italie d'une provocation.

A Salsomaggiore, qui est une des plus importantes stations thermales d'Italie, la milice a fait récemment ses grandes manœuvres. Et la milice, en défilant en colonnes sous les fenêtres des hôtels fréquentés par les étrangers, a crié : « A bas la France, guerre à la France, à qui Paris ? A qui les Parisiennes ? A nous ! »

A Paris donc ! Voilà les cris de guerre, les cris allemands de 1914 : A Paris ! Les pages de la France de 1871 et de 1914 : A Berlin !

Toujours cette claqué de la guerre qui réchauffe l'atmosphère. Toujours la râgueuse bête, ivre de gros mots et d'idées stupides, qui prépare la poudre sèche. Au moment donné, un petit rien suffit. L'attentat de Serajevo, la guerre mondiale. L'étincelle et l'énorme incendie.

Et comme toujours, comme partout, sont les journalistes, les régisseurs. Ils soi-disant presque tous les mêmes qui ont poussé l'Italie à la guerre pour la Belgique martyre, pour la sœur latine, pour la démocratie, pour la liberté des peuples.

Mais, à présent..., à présent, c'est une autre affaire.

Et les voilà ces prostitués, à vomir sur un peuple qui a comme tous les peuples ses qualités et ses défauts, ses pages lumineuses et ses pages noires, et qui, avant tout, le droit de travailler et d'amasser, le droit de vivre sans être embêté. Les voilà, ces idiots, à inoculer dans la jeunesse, dans les têtes non pensantes — et elles sont si nombreuses — les plus puantes banalités chauvinistes. Mensonges, injures vulgaires, tandis que l'on reproche à la France un état d'esprit hostile à l'Italie. Quel quotidien français parle le langage du *Tevere*, quotidien fasciste de Rome, c'est-à-dire sous le contrôle du parti et du gouvernement ? Il suffit de citer quelques lignes :

*Les fameux tableaux de Gérard et de David consignent à la postérité madame Récamier en chemise, avec le même charme provocant, dont font preuve les parisienes d'aujourd'hui, spécialisées dans cette "industrie du ventre" à laquelle la France démocratique doit d'avoir su équilibrer la balance de ses payements... A tous les coins de Paris, vous voyez des "tabarinis", des hôtels, des maisons de mode, des médecins spécialisés, des maquereaux appartenant à toutes les classes et à toutes les catégories sociales, qui vivent aux dépens des femmes, prostituées aux hommes de toutes les couleurs... Dante rappelle le tas d'ossements français que les citoyens de Forli laisseront, il y a six siècles, sur le terrain... Et toujours les Italiens sont allés chercher les Français en France... Une fois seulement les Français ont battu les Italiens : à Montana, où ils attaquaient un petit nombre de "garibaldini" presque sans armes ; et ils avaient à leurs côtés de valises alliées comme pendant la grande guerre, qui leur permirent non pas d'effacer (car cela n'est pas possible) mais de faire oublier l'humiliation honteuse des lâchetés dont ils se rendirent coupables dans la guerre de 1870... Nous sommes en train de construire, et nous construirons, fusionnons-nous réduits à manger de l'herbe, autant de navires, autant de canons que nous le jugerons nécessaire pour opposer victorieusement notre forte jeu-hesse à la hâbleuse impétuosité française.*

Voilà la littérature de guerre. Ainsi parlent les chauvins qu'ils soient Italiens, Français ou Allemands. C'est avec cette presse que l'on éloigne les peuples, qu'on prépare les guerres.

On voit monter à l'horizon des ombres noires. Veillons, camarades !

C. B.

nication ou, refusant de s'y associer, négligent de nous le faire savoir.

Il est regrettable pour les premiers, que la « Vie des Groupes » dont il est fait trop brièvement mention dans la quatrième page de notre journal, n'attire et ne retienne leur attention ; il y a là cependant un joli petit sujet d'étude à faire ; pour moi, c'est la première chose que je regarde, heureux ou anxieux selon que tel groupe continue la bataille ou que tel autre déploie quelque temps une plus grande vie. Pour les seconds de nos camarades qui, refusant leur collaboration, négligent de nous en informer, la chose est profondément attristante, elle est un signe d'éloignement précurseur de désagrégation.

Le Groupe V. A. C. R. de Toulouse, souhaite donc que les uns et les autres se ressassissent, et réitère son appel en faveur d'une coopération plus étroite, qui rendrait plus facile la propagande hivernale prochaine.

Profitant des leçons du passé, soucieux d'éviter dans la plus large mesure les déconvenues et mécomptes essayés dans l'organisation de tournées entreprises et selon les méthodes employées par les uns et les autres groupes jusqu'ici.

D'autre part, nous arrêtons à la méthode employée par le camarade S. Faure, nous pouvons conclure que sa façon d'opérer est préférable.

Voici donc ce que nous avions proposé et que nous renouvelons.

Création, dès maintenant, d'une Caisse de propagande régionale où les fonds susceptibles de satisfaire à tous les frais de tournée seraient centralisés ; comptant sur la possibilité d'intéresser une quinzaine de groupes, nous avons estimé qu'une somme de 1.500 francs serait nécessaire pour le départ, qui paierait transport, affiches sans timbres, tracts, s'il y a lieu, e. journal de l'orateur ; laissant à charge des groupes le financement et l'hébergement.

Certains groupes, tels que Toulouse, à l'instar d'autres très nombreuses organisations, vont payer l'entrée à leurs conférences et réunions, faisant à la fin, une collecte, cette dernière étant de règle générale à peu près partout.

Les sommes encaissées par les entrées, et collectes seraient automatiquement versées à la Caisse de propagande régionale, venant y combler le vide qui aurait été fait par la tournée : nous pouvons presque affirmer, si les choses étaient bien faites, que ce serait là un système de pompe à échappet qui n'exigerait qu'un premier effort précurseur des camarades.

De cette façon, même notre solidarité vis-à-vis des groupes pauvres ou de localités n'ayant qu'un camarade isolé, la visite par nos orateurs, des « déserts anarchistes » qui signalait au Congrès dernier notre camarade Bastien, pourraient se réaliser et le bénéfice en serait immense pour la propagande.

Certains pourront crier au centralisme ! Non ! Fédéralistes convaincus, nous ne voulons pas être régi par d'autres, et ce dont nous voulons pas pour nous, nous ne préfurons pas l'imposer aux autres. Le rôle que jouera le groupe de Toulouse cette année suivante, mais toujours sous le contrôle sévère de tous les camarades.

Nous prions les camarades de nous répondre de suite s'ils sont d'accord avec nous et de nous envoyer des fonds, étant donné d'ailleurs qu'étant en pourparlers avec le camarade Bastien, ce dernier nous avise qu'il pourrait se mettre en route pour la première tournée du 2 au 3 octobre.

Il faut donc se presser et les camarades que, d'ici huit jours, n'auront pas répondu à notre secrétaire, le camarade Nan Victor, rue Cany, numéro 32, Toulouse, seront considérés comme ne s'intéressant pas à notre projet de travail.

Nous pouvons annoncer comme premier versement à la Caisse de propagande régionale 1930-31 (19).

Versement des divers groupes de Toulouse, 140 fr. 20.

Versement du groupe de Toulouse, 100 fr. Total, 240 fr. 20.

A vous lire camarades,

A. Tricheux.

N. B. — Pour les fonds, envoyez par mandat à Nan Victor, rue Cany, 32, Toulouse.

## LA VOIX DE PROVINCE

Adresser la copie à Pierre Lentente, 34, rue Curial, Paris (19).

Nous rappelons à nos camarades correspondants qu'ils ne doivent écrire que sur un côté de leur feuille de papier.

### SAINT-ETIENNE

Bon voyage !

En rentrant de congé, j'ai parcouru à la hâte mes « Lib. » accumulées et l'article « Un peu de clarté » attire mon attention.

Ayant eu la bonne fortune d'assister au Congrès de Paris (Pâques 1930), je ne suis pas surpris par le geste du groupe de Saint-Denis, dominant sa démission de l'U.A.C.R., et non moins surpris de sa détermination à abandonner l'action anarchiste, c'est-à-dire qu'il affirme l'ensemble de l'action sous une autre étiquette. En disant que l'en suis doublément heureux je n'exagère aucunement.

Pour un anarchiste tout court, il ne faisait pas de doute que nous étions en présence d'une vaste lutte des idées. Karl Marx contre Bakounine qui se renouvelait sous une forme plus déguisée qu'autrefois.

Le camarade Meurant, en disant à la soi-disant minorité — le geste le prouve — qu'il voyait se renouveler cette lutte de l'époque des Lafargue, des Guesde, des Jaures, en 1889 si je ne me trompe, avait vu juste.

Pendant que le *Libertaire* était entre les mains de ladite minorité, je m'en suis aperçu qu'un courant bolcheviste cherchait à s'accaparer le mouvement anarchiste. Des camarades me déclaraient le contraire. Je n'en croyais rien. Le Congrès m'avait raffermi dans mon idée, aussi avais-je combattu la proportionnelle — dont je suis partisan — à la suite de la discussion entre le groupe de Saint-Denis et leurs partisans et la muraille dressée par les vrais anarchistes pour empêcher toute confusion en ce qui concerne l'idéal anarchiste. Les deux tendances s'étaient affrontées sans concession — il ne pouvait en être autrement — par le fait que ces deux tendances sont le jour et la nuit par rapport à l'anarchie.

Donc, je souhaite bon voyage à « l'élite », qui doit transformer le monde avec la... cravache, l'autorité la plus césarienne que l'on puisse se l'imaginer et dont le peuple russe en fait la triste expérience actuellement.

E. Soulier.

### TOULOUSE

Aux camarades que la question intéresse

Le Groupe de Toulouse, voici déjà quelques semaines, avait, par la voix du « *Libertaire* », porté à la connaissance des camarades des groupes et individualistes du Midi, un projet de propagande pour la prochaine période automne et hiver. Il semblerait que les camarades que nous pensions intéresser à cette action commune, n'aient pas lu cette communiqué.

Notre avenir ! Tous les stigmates de cette civilisation dévorante, nous pourrons en vainquer les débuts sur les membres de l'Europe. Pour une poignée d'hommes qui constatent le débat chacun de nous. Occidentaux dénoncent avec loyauté ce qu'il découvre d'américain dans sa maison, dans son vêtement, dans son âme.

Notre avenir ! Tous les stigmates de cette civilisation dévorante, nous pourrons en vainquer les débuts sur les membres de l'Europe. Pour une poignée d'hommes qui constatent le débat chacun de nous. Occidentaux dénoncent avec loyauté ce qu'il découvre d'américain dans sa maison, dans son vêtement, dans son âme.

C'est parce que, en effet, l'existence menacée par les Yankees menace de nous submerger que le livre de Duhamel garde une grande valeur. C'est un avertissement solennel. C'est en quelque sorte l

# TRIBUNE SYNDICALE

## UNE RÉPONSE au Cri du Peuple et à Chambellan

Ce n'est pas sans une certaine surprise que j'ai lu, dans le « Cri du Peuple », un écho où il était dit : « que la trique n'avait pas porté bonheur aux anarchistes et aux gens du pacte ». J'avais d'abord mis ce stupide écho sur le compte d'une maladresse. Cependant la réponse de Chambellan à un article de Louis Raffin, en même temps qu'il mettait en jeu tous les militants syndicalistes qui, après le Congrès de Saint-Etienne, luttent contre l'empire communiste, montre que, non seulement l'écho n'est pas l'œuvre d'un maladroit, mais, ce qui est plus grave, d'un des militants du premier plan de la minorité dite « Ligue pour l'Indépendance du Syndicalisme ».

Avant toute chose, j'indique ici que je ne me propose aucunement de prendre la défense de telle ou telle personnalité, celles-ci doivent être suffisamment grandes pour se défendre elles-mêmes. Les raisons qui me font m'élever contre des assertions fausses, les procédés de polemique et les termes employés par Chambellan pour répondre à Raffin, c'est qu'ils sont aussi lamentables que ceux des communistes. Que la narration des événements, et, en particulier, celle du Comité Confédéral de juin 1923 est partiale et mesquine. Elle démontre, hélas ! que l'esprit de ces nouveaux minoritaires ne diffère guère de celui des majoritaires de la C.G.T.U.

Pour ma part, je les ai vues entièrement. Je ne fais qu'élever une vigoureuse protestation contre la tendance de parti pris, la déformation systématique de la vérité qui, en se contignant, en se générant, rendraient impossible toute tentative de rapprochement entre les différentes minorités du mouvement syndical.

Sur les incidents du C.C.N. qu'évoque Chambellan, il est vraiment regrettable que celui-ci veuille leur donner, sans raison, une tournure aussi fausse.

Je fus, en tant qu'un des secrétaires de la Fédération du Bâtiment, spectateur et acteur de cette journée mémorable. S'il est exact qu'elle fut houleuse et troublée, il serait bon cependant d'en dire loyalement les raisons, et ne pas donner à ses adversaires figure d'énergumènes. Car, pour avoir été fagotées à la rude école de la vie, pratiqué le syndicalisme autrement qu'en théorie, on n'est pas nécessairement une brute. D'ailleurs, aussi bien dans les meilleurs syndicalistes comme dans tous les meilleurs, le recours à la violence est plutôt le fait de tempérament que de l'éducation.

Je ne veux pas faire de la violence un principe, mais elle est, en tous les cas, un moyen auquel on aura longtemps encore recours. D'ailleurs, la majorité à laquelle appartenait la majorité actuelle ne fit rien pour l'éviter, au contraire.

Elle n'ignorait pas que, depuis Saint-Etienne, ses manœuvres de subordination mises à jour par la minorité d'alors, nées par la minorité actuelle, avaient ému les militants avertis des organisations syndicales qui voulaient dénoncer l'intrigue syndicalo-communiste qui surgissait déjà hors de l'ombre contre l'indépendance syndicale. Porter à l'attention des délégués du C.C.N. le danger qui menaçait le syndicalisme, appeler par la voie d'un Congrès à se manifester l'opinion syndicale, n'était-ce pas un droit normal ? Peut-on déclarer bon ce qui se fait, ici, mauvais ce qui se faisait là-bas, alors que le but cherché était sensiblement le même, avec cette différence qu'aucune arrière-pensée n'animait les premiers ?

Pourtant la majorité eut le cynisme d'imposer à la présidence, ce jour-là, un certain Flandrin qui vivait en partie de la prostitution à Toulon. Celui-ci ayant eu la maladresse de vouloir faire chasser de la fenêtre, où ils se tenaient, des militants syndicaux, entre autres le secrétaire des terrassiers Barthé, celui-ci, qui connaissait les mœurs scandaleuses dudit Flandrin, répondit vertement. Il y eut quelques troubles qui se compliquèrent d'un autre incident qui survint entre moi et Gauthier, délégué de la Seine-Inférieure. Celui-ci, voulant éviter les questions embarrassantes posées par des délégués de la minorité, tenta de faire dévier le débat. Qualifié par moi de politicien, il feignit de s'indigner, quoi qu'il ait été quelque temps après élu député. Vexé, on ne sait pourquoi, il tenta de lancer contre mon attitude, lors des événements tragiques du Havre, une affirmation calomnieuse. Somme de s'expliquer sous peine d'être giflé, il fut confondu. Le C.C.N. apprit ainsi qu'à l'heure où ceux qu'il tentait de calomnier étaient emprisonnés, il avait, lui, filé à l'anglaise, laissant à d'autres le soin d'assumer des responsabilités. Cette altercation fut assez vive. La majorité voulant imposer silence à la minorité, celle-ci affirma bruyamment le ridicule d'une telle prétention.

Le bruit fit croire à des syndiqués présents que la minorité était menacée. La rumeur s'en répandit au dehors. Quelques instants plus tard, des camarades, terrassiers en grande partie, apparurent aux fenêtres ouvertes de la salle, désirant nous prêter main-forte. Il faut dire que, furieux, ils eussent peut-être tiré quelques oreilles et botté quelques derrières, si nous n'eussions été là. Voici comment les incidents se sont déroulés, et non pas sous la forme insidieuse et fausse présentée par le « Cri du Peuple ».

En ce qui concerne la fameuse phrase de la trique, cause de la controverse actuelle, elle mérite d'être contée exactement.

J'en fus le coupable auteur. « Le pire est que je ne me repens pas. » Parlant dans le courant de l'après-midi sur le péri menant l'indépendance syndicale, j'invitais le C.C.N. à prendre des mesures énergiques pour l'enrayer.

Sémaré, en ricanant, m'interrogea, me demandant de dire par quels moyens nous nous préserverions contre l'entreprise communiste. Je lui répondis textuellement : « Par tous les moyens, y compris la trique ». Cette phrase fut reprise par Broutchoux.

Voilà, dans toute sa simplicité, le sens exact de la phrase, à qui le « Cri du Peuple » et Chambellan ont donné une toute

autre signification. Ce qu'il y a de certain, quelle que soit la façon dont on interprète cette phrase, c'est que notre fameuse trique n'a blessé personne, tandis que la calomnie abominable de la majorité de la C.G.T.U., dans les rangs de laquelle se trouvaient maints minoritaires actuels, a sali, empoisonné à tout jamais des militaires proches et sincères. Tandis que le revolver des meurtres du 11 janvier, dans les rangs desquels se trouvait le sinistre Duceur, tant soutenu par la majorité, ont assassiné Poncet et Clos.

Ces tristes faits sont non seulement connus de la police, mais encore des militants sérieux, témoins qui peuvent encore attester. Pourquoi, dans ces conditions, s'évertuer à rejeter sur d'autres une responsabilité qui ne leur incombe pas ?

Ces procédés sont bien au-dessous de ceux qui consistent, dans un moment d'exaspération, à échanger quelques injures ou quelques horions dans des discussions passionnées. C'est une monnaie assez courante dans tous les groupements humains.

Puisse, à l'avenir, cette rectification de faits, cette légitime protestation contre des procédés de controverse déjà si désastreux dans le passé, servir d'enseignement pour l'avenir.

S'il est difficile d'avouer en public ses erreurs et ses fautes, il ne convient pas de les faire endosser à autrui.

Je n'ai pas ici à juger la bonne foi des militants du « Cri du Peuple », ni la sincérité de l'action qui s'y mêne. Mais j'ai le droit de dire qu'elles se renouvellent, de tels actes prétendent à douter des sentiments réels d'unité affichés par le « Cri du Peuple » et ses militants.

LE PEN.

## C. G. T. S. R.

### HATEZ-VOUS !

Comme nous l'avons annoncé, le livre de Pierre Besnard : *Les syndicats ouvriers et la révolution sociale*, paraîtra le 1<sup>er</sup> octobre 1930.

La C.A. avait décidé de clore la souscription irrévocablement le 15 septembre prochain.

Cependant, et dans le but de donner satisfaction à de nombreux camarades de Paris et de province, elle a accepté leur suggestion de reporter la clôture de la souscription au 1<sup>er</sup> octobre.

En conséquence, les prix de 12 francs à la Fédération du Bâtiment, 33, rue de la Grange-aux-Belles Paris (X<sup>e</sup>), 13 francs franco pour la France et 14 fr. 50 pour l'étranger seront maintenus, pour les souscripteurs seulement, jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre.

A partir de cette date, il ne sera plus reçu aucune souscription et le livre sera mis en vente dans les conditions suivantes : 15 fr. à la Fédération du Bâtiment, 16 francs franco pour la France et 17 fr. 50 pour l'étranger.

Que les camarades et les organisations qui désirent encore souscrire se hâtent de le faire.

Que ceux qui détiennent des listes de souscription n'oublient pas de les faire parvenir avec les fonds avant le 1<sup>er</sup> octobre.

Utiliser pour l'envoi des fonds le C.C. 1441-43, E. Juvel, 2 bis, impasse Marcès, Paris (X<sup>e</sup>).

Il ne sera plus fait de communiqué ni d'appel avant la parution.

Pour la C.A. de la C.G.T.S.R.

E. Juvel.

\* \* \*

REIMS

**Syndicat des Monteurs en Chauffage.** — Les compagnons de notre région étant en grève, nous prions les amis de ne pas se diriger vers cette ville.

## Avant le Congrès d'Unité !

Le camarade Wymiens, des Dockers de Dunkerque, vient, dans l'organe des marins unitaires, de poser diverses questions pour qu'il ait lieu dans le plus bref délai un Congrès (dit Congrès d'Unité), qui reglerait toutes les forces du prolétariat : unitaires, confédérés, autonomes, où il serait discuté les moyens propres à l'élaboration d'un programme dont aspire la classe ouvrière depuis plusieurs années, et à la constitution d'une Fédération unique des marins et dockers.

L'effort de notre camarade est louable — mais comme toujours en pareille circonstance — il faudra rechercher les causes du malaise que subissent depuis plusieurs années les syndiqués

Les causes profondes on peut facilement les résoudre si les uns et les autres veulent bien les reconnaître — le voudront-ils ?... Là est toute la question. Je sais bien que l'on invoque que cette situation est due à la constitution de diverses organisations syndicales ou centrales à tendance différente, et que les travailleurs ne savent plus de quel côté se retourner. Il y a là de la part de ceux qui invoquent ces motifs, un manque de psychologie qui serait inadmissible d'admettre dans les débats.

Puis, parlant des revendications, ils s'alarment contre la violation de la journée de huit heures. A qui la faute ?...

La politisation des grèves a conduit les travailleurs aux échecs les plus retentissants — grèves du Premier Mai 1929, 1930. Premiers Mai 1930, 1931 — et dans diverses autres grèves d'industrie ou les travailleurs sont rentrés, à l'usine, à l'atelier, aux chantiers sans obtenir une augmentation de salaire ou une diminution d'heures de travail. Ces mouvements, qu'il faut reconnaître sans arrière-pensée, furent mal préparés, mal organisés, et aussi, parce que lors s'est servi d'une vieille formule qui est : l'heure présente remise au rayon des accessoires (mots d'ordre), qui se traduisait bien souvent par ordre, contre-ordre, désordre, et, d'autre part, par le manque de trait de liaison qui aurait dû exister entre les syndicats en lutte contre leurs exploiteurs.

Mais au contraire, si les délégués qui assisteront au Congrès dit d'Unité, sont imbûs de la rénovation du syndicalisme, dans ce pays, c'est-à-dire à revenir aux anciennes traditions d'avant-guerre, l'affirme que le premier pas sera fait vers une entente fraternelle des travailleurs marins et dockers. Mais il faudra sous peine de faillite, élaborer, suivant un plan bien défini, tout un vaste programme de réalisation immédiate, et à la constitution de syndicats uniques du port, localement, régionalement, où serait adjoindre à ce Comité directeur des Sections techniques. Ces Sections auraient pour but l'étude d'un programme de revendications locales et régionales, et, d'autre part, des études plus approfondies sur les lois ouvrières en général. Exemple :

1<sup>o</sup> Réfutation de la loi de 1898 sur les accidents de travail ;

2<sup>o</sup> Etendre la loi plus humaine sur les maladies professionnelles ;

3<sup>o</sup> Refonte totale de la loi sur la prud-

homie : tendre sa juridiction sur les communes suburbaines à une ville ou localité ; 4<sup>o</sup> Compétence du tribunal pour juger en dernier ressort et l'abolition des demandes abusives de demandes reconventionnelles par les employeurs pour les questions des jugements maritimes, projets de contrats à élaborer par le Comité central ;

5<sup>o</sup> Elaboration de contrat unique de travail, localement, régionalement ;

6<sup>o</sup> Les moyens propres à organiser des réunions de liaisons entre les organisations syndicales à la veille d'un mouvement de grève ;

7<sup>o</sup> Les moyens à envisager dans tous les Secteurs : Sud-Atlantique, Manche et Méditerranée.

Les forces ouvrières étant organisées localement et régionalement, lutteront plus efficacement contre leurs exploiteurs, et loin de s'ignorer, s'entraineront dans les mouvements de revendications d'ordre national.

Mais il n'y aura pas qu'à entrevoir la lutte localement et régionalement, il faudra l'entrevoir aussi sur le plan international.

Les travailleurs ne doivent pas perdre de vue que les fédérations maritimes ont compris que pour abattre les aspirations des travailleurs elles devaient s'organiser, non pas simplement sur le plan national, mais sur le plan international ; et que dernièrement ils ont constitué comme dans les mines, la métallurgie, le trust maritime.

Notre fédération future ne devra pas perdre de vue les renseignements que je lui apporte et devra faire son possible pour entreprendre en accord avec le Bureau International une vaste campagne d'agitation, pour que dans les luttes futures elles puissent apposer les forces internationales ouvrières aux forces internationales de la Fédération maritime.

Les seules centrales qui peuvent sur le point national et international apporter tout leur concours pour les dockers et marins avec leur programme complet et permanent, c'est : la C.G.T.S.R. et V.A.I.T.

Je sais que nous serons critiqués, insultés, calomniés, qu'importe puisque c'est pour l'unité des travailleurs, des marins et dockers que nous avons travaillé.

M.J. FERMIS.

de l'Union locale de Bordeaux.

### COMPTES RENDU FINANCIER DU « LIBERTAIRE »

#### RECETTES MAI

	309 50
Réabonnements	1.000 50
Dépôts	3.817 »
Souscriptions	2.653 20
Emprunts	500 »
Total	8.280 20

#### DEPENSES MAI

Imprimeur	8.002 05
Appointements	548 90
Expéditions, routage	1.395 80
Frais généraux	146 05
Total	10.092 80
Excédent de dépenses	1.812 60

#### RECETTES JUIN

Abonnements	269 50
Réabonnements	869 50
Dépôts	2.512 25
Souscriptions	2.436 50
Emprunt	500 »
Total	6.607 25

#### DEPENSES JUIN

Imprimeur	4.678 40</td
-----------	--------------